
DÉCRET IMPÉRIAL

*Contenant des Dispositions de police relatives
à l'Exploitation des Mines.*

Au Palais impérial des Tuileries, le 3 janvier 1813.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI
D'ITALIE, PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION
DU RHIN, MÉDIATEUR DE LA CONFÉDÉRATION
SUISSE ;

Sur le rapport de notre Ministre de l'intérieur ;

Les événemens survenus récemment dans l'exploitation des Mines de quelques départemens de notre Empire, ayant excité, d'une manière particulière, notre sollicitude en faveur de nos sujets occupés journellement aux travaux des Mines, nous avons reconnu que ces accidens peuvent provenir, 1^o de l'inexécution des clauses des cahiers des charges imposées aux concessionnaires pour la solidité de leurs travaux ; 2^o du défaut de précaution contre les inondations souterraines et l'inflammation des vapeurs méphitiques et délétères ; 3^o du défaut de subordination des ouvriers ; 4^o de la négligence des propriétaires des Mines à leur procurer les secours nécessaires ; et voulant prévenir, autant qu'il est en nous, le retour de ces malheurs, par des mesures de police

spécialement applicables à l'exploitation des Mines ;

Notre conseil d'état entendu ,
Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

TITRE I^{er}.

Dispositions préliminaires.

ART. 1. Les exploitans des Mines qui, conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1810 (1), ont le droit d'obtenir les concessions de leurs exploitations actuelles, seront tenus d'en former la demande, dans le délai d'un an, à dater de la publication du présent décret.

2. Leurs demandes seront adressées aux Préfets, qui leur en feront délivrer certificat, et qui les feront passer au Directeur-général des Mines, avec leur avis et celui de l'ingénieur, sur la fixation définitive des limites des concessions demandées.

TITRE II.

Dispositions tendant à prévenir les accidens.

3. Lorsque la sûreté des exploitations ou celle des ouvriers pourra être compromise par quelque cause que ce soit, les propriétaires seront tenus d'avertir l'autorité locale de l'état de la Mine qui serait menacée ; et l'ingénieur des Mines, aussitôt qu'il en aura connaissance, fera son rapport au Préfet, et proposera la me-

(1) Voyez le *Journal des Mines*, t. 27, n^o. 160, p. 304.

sure qu'il croira propre à faire cesser la cause du danger.

4. Le Préfet, après avoir entendu l'exploitant ou ses ayans - cause dûment appelés, prescrira les dispositions convenables, par un arrêté qui sera envoyé au Directeur-général des Mines, pour être approuvé, s'il y a lieu, par le Ministre de l'intérieur.

En cas d'urgence, l'ingénieur en fera mention spéciale dans son rapport, et le Préfet pourra ordonner que son arrêté soit provisoirement exécuté.

5. Lorsqu'un ingénieur, en visitant une exploitation, reconnaîtra une cause de danger imminent, il fera sous sa responsabilité les réquisitions nécessaires aux autorités locales, pour qu'il y soit pourvu sur-le-champ, d'après les dispositions qu'il jugera convenables, ainsi qu'il est pratiqué en matière de voirie lors du péril imminent de la chute d'un édifice.

6. Il sera tenu, sur chaque Mine, un registre et un plan, constatant l'avancement journalier des travaux, et les circonstances de l'exploitation dont il sera utile de conserver le souvenir. L'ingénieur des Mines devra, à chacune de ses tournées, se faire représenter ce registre et ce plan ; il y insérera le procès-verbal de visite et ses observations sur la conduite des travaux. Il laissera à l'exploitant, dans tous les cas où il le jugera utile, une instruction, écrite sur le registre, contenant les mesures à prendre sur la sûreté des hommes et celle des choses.

7. Lorsqu'une partie ou la totalité d'une exploitation sera dans un état de délabrement ou de

vétusté, tel que la vie des hommes aura été compromise ou pourrait l'être, et que l'ingénieur des Mines ne jugera pas possible de la réparer convenablement, l'ingénieur en fera son rapport motivé au Préfet, qui prendra l'avis de l'ingénieur en chef, et entendra l'exploitant ou ses ayans-cause.

Dans le cas où la partie intéressée reconnaîtrait la réalité du danger indiqué par l'ingénieur, le Préfet ordonnera la fermeture des travaux.

En cas de contestations, trois experts seront nommés, le premier par le Préfet, le second par l'exploitant, et le troisième par le juge de paix du canton.

Les experts se transporteront sur les lieux; ils y feront toutes les vérifications nécessaires, en présence d'un membre du conseil d'arrondissement, délégué à cet effet par le Préfet, et avec l'assistance de l'ingénieur en chef; ils feront au Préfet un rapport motivé.

Le Préfet en référera au Ministre, en donnant son avis.

Le Ministre, sur l'avis du Préfet, et sur le rapport du Directeur-général des Mines, pourra statuer, sauf le recours au Conseil d'état.

Le tout, sans préjudice des dispositions portées, pour les cas d'urgence, dans l'article 4 du présent décret.

8. Il est défendu à tout propriétaire d'abandonner en totalité une exploitation, si auparavant elle n'a été visitée par l'ingénieur des Mines.

Les plans intérieurs seront vérifiés par lui; il en dressera procès-verbal, par lequel il fera

connaître les causes qui peuvent nécessiter l'abandon.

Le tout sera transmis par lui, ainsi que son avis, au Préfet du département.

9. Lorsque l'exploitation sera de nature à être abandonnée par portions ou par étages, et à des époques différentes, il y sera procédé successivement et de la manière ci-dessus indiquée.

Dans les deux cas, le Préfet ordonnera les dispositions de police, de sûreté et de conservation, qu'il jugera convenables, d'après l'avis de l'ingénieur des Mines.

10. Les actes administratifs concernant la police des mines, en matières dont il a été fait mention dans les articles précédens, seront notifiés aux exploitans, afin qu'ils s'y conforment dans les délais prescrits; à défaut de quoi, les contraventions seront constatées par procès-verbaux des ingénieurs des Mines, conducteurs, maires, autres officiers de police, gardes-mines: on se conformera à cet égard aux articles 93 et suivans de la loi du 21 avril 1810, et, en cas d'inexécution, les dispositions qui auront été prescrites seront exécutées d'office, aux frais de l'exploitant, dans les formes établies par l'article 37 du décret impérial du 18 novembre 1810 (1).

(1) Voyez le *Journal des Mines*, tome 28, n^o. 165, page 197.

TITRE III.

Mesures à prendre, en cas d'accidens arrivés dans les Mines, Minières, Usines et Ateliers.

11. En cas d'accidens survenus dans une mine, minière, usine et ateliers qui en dépendent, soit par éboulement, par inondation, par le feu, par asphyxie, par rupture des machines, engins, câbles, chaînes, paniers, soit par émanations nuisibles, soit par toute autre cause, et qui auraient occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers, les exploitans, directeurs, maîtres mineurs et autres préposés sont tenus d'en donner connaissance aussitôt au maire de la commune et à l'ingénieur des Mines, et, en cas d'absence, au conducteur.

12. La même obligation leur est imposée dans le cas où l'accident compromettrait la sûreté des travaux, celle des Mines, ou des propriétés de la surface, et l'approvisionnement des consommateurs.

13. Dans tous les cas, l'ingénieur des Mines se transportera sur les lieux; il dressera procès-verbal de l'accident, séparément, ou concurremment avec les maires et autres officiers de police; il en constatera les causes, et transmettra le tout au Préfet du département.

En cas d'absence, les ingénieurs seront remplacés par les élèves, conducteurs et gardes-mines assermentés devant les tribunaux. Si les uns et les autres sont absens, les maires ou autres

autres officiers de police nommeront les experts à ce connaissant, pour visiter l'exploitation et mentionner leurs dires dans un procès-verbal.

14. Dès que le maire et autres officiers de police auront été avertis, soit par les exploitans, soit par la voix publique, d'un accident arrivé dans une Mine ou usine, ils en prévientront immédiatement les autorités supérieures. Ils prendront, conjointement avec l'ingénieur des Mines, toutes les mesures convenables pour faire cesser le danger et en prévenir la suite. Ils pourront, comme dans le cas de péril imminent, faire des réquisitions d'outils, chevaux, hommes, et donneront les ordres nécessaires.

L'exécution des travaux aura lieu sous la direction de l'ingénieur et des conducteurs, ou, en cas d'absence, sous la direction des experts délégués à cet effet par l'autorité locale.

15. Les exploitans seront tenus d'entretenir sur leurs établissemens, dans la proportion du nombre d'ouvriers et de l'étendue de l'exploitation, les médicamens et les moyens de secours qui leur seront indiqués par le Ministre de l'intérieur, et de se conformer à l'instruction réglementaire qui sera approuvée par lui à cet effet.

16. Le Ministre de l'intérieur, sur la proposition des Préfets et le rapport du Directeur-général des Mines, indiquera celles des exploitations qui, par leur importance et le nombre des ouvriers qu'elles emploient, devront avoir et entretenir, à leurs frais, un chirurgien

spécialement attaché au service de l'établissement.

Un seill chirurgical pourra être attaché à plusieurs établissemens à la fois, si ces établissemens se trouvent dans un rapprochement convenable; son traitement sera à la charge des propriétaires, proportionnellement à leur intérêt.

17. Les exploitans et directeurs des Mines voisines de celle où il serait arrivé un accident, fourniront tous les moyens de secours dont ils pourront disposer, soit en hommes, soit de toute autre manière, sauf le recours, pour leur indemnité, s'il y a lieu, contre qui de droit.

18. Il est expressément prescrit aux maires et autres officiers de police, de se faire représenter les corps des ouvriers qui auraient péri par accident dans une exploitation, et de ne permettre leur inhumation qu'après que le procès-verbal de l'accident aura été dressé, conformément à l'art. 81 du Code Napoléon, et sous les peines portées dans les art. 358 et 359 du Code pénal. (*Voy.* les notes 1 et 2, p. 199).

19. Lorsqu'il y aura impossibilité de parvenir jusqu'au lieu où se trouvent les corps des ouvriers qui auront péri dans les travaux, les exploitans, directeurs et autres ayans cause, seront tenus de faire constater cette circonstance par le maire ou autre officier public, qui en dressera procès-verbal et le transmettra au Procureur impérial, à la diligence duquel, et sur l'autorisation du tribunal, cet acte sera annexé au registre de l'état civil.

20. Les dépenses qu'exigeront les secours

donnés aux blessés, noyés ou asphyxiés, et la réparation des travaux, seront à la charge des exploitans.

21. De quelque manière que soit arrivé un accident, les ingénieurs des mines, maires et autres officiers de police transmettront immédiatement leurs procès-verbaux aux sous-Préfets et aux Procureurs impériaux. Les procès-verbaux devront être signés et déposés dans les délais prescrits.

22. En cas d'accidens qui auraient occasionné la perte ou la mutilation d'un ou plusieurs ouvriers, faute de s'être conformés à ce qui est prescrit par le présent règlement, les exploitans, propriétaires et directeurs pourront être traduits devant les tribunaux, pour l'application, s'il y a lieu, des dispositions des articles 319 et 320 du Code pénal, indépendamment des dommages et intérêts qui pourraient être alloués au profit de qui de droit. (*Voy.* la note 3, p. 199).

TITRE IV.

Dispositions concernant la Police du Personnel.

SECTION I^{re}.

Des Ingénieurs, Propriétaires de Mines, Exploitans et autres Préposés.

23. Indépendamment de leurs tournées annuelles, les ingénieurs des Mines visiteront fréquemment les exploitations dans lesquelles il serait arrivé un accident, ou qui exigeraient une surveillance particulière.

Les procès-verbaux seront transcrits sur un registre ouvert à cet effet dans les bureaux des ingénieurs ; ils seront en outre transmis aux Préfets des départemens.

24. Les propriétaires de Mines, exploitans et autres préposés, fourniront aux ingénieurs et autres conducteurs tous les moyens de parcourir les travaux, et notamment de pénétrer sur tous les points qui pourraient exiger une surveillance spéciale. Ils exhiberont le plan tant intérieur qu'extérieur, et les registres de l'avancement des travaux, ainsi que du contrôle des ouvriers ; ils leur fourniront tous les renseignemens sur l'état d'exploitation, la police des mineurs et autres employés ; ils les feront accompagner par les directeurs et maîtres mineurs, afin que ceux-ci puissent satisfaire à toutes les informations qu'il serait utile de prendre sur les rapports de sûreté et de salubrité.

SECTION II.

Des Ouvriers.

25. A l'avenir, ne pourront être employés en qualité de maîtres mineurs ou chefs particuliers de travaux des Mines et Minières, sous quelque dénomination que ce soit, que des individus qui auront travaillé comme mineurs, charpentiers, boiseurs ou mécaniciens, depuis au moins trois années consécutives.

26. Tout Mineur de profession ou autre ouvrier employé, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, dans l'exploitation des Mines et Minières, usines et ateliers en dépendans, devra être

pourvu d'un livret et se conformer aux dispositions de l'arrêté du 9 frimaire an 12.

Les registres d'ordre, sur lesquels l'inscription aura lieu dans chaque commune, seront conservés au greffe de la municipalité, pour y recourir au besoin.

Il est défendu à tout exploitant d'employer aucun individu qui ne serait pas porteur d'un livret en règle portant l'acquit de son précédent maître.

27. Indépendamment des livrets et registres d'inscription à la mairie, il sera tenu, sur chaque exploitation, un contrôle exact et journalier des ouvriers qui travaillent, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des Mines, Minières, Usines et ateliers en dépendans : ces contrôles seront inscrits sur un registre qui sera coté par le maire, et paraphé par lui tous les mois.

Ce registre sera visé par les ingénieurs, lors de leur tournée.

28. Dans toutes leurs visites, les ingénieurs des Mines devront faire faire, en leur présence, la vérification du contrôle des ouvriers.

Le maire de la commune pourra faire cette vérification quand il le jugera convenable, surtout dans le moment où il y aura lieu de présumer qu'il peut y avoir quelque danger pour les individus employés aux travaux.

29. Il est défendu de laisser descendre ou travailler dans les Mines et Minières, les enfans au-dessous de dix ans.

Nul ouvrier ne sera admis dans les travaux s'il est ivre ou en état de maladie : aucun étranger n'y pourra pénétrer sans la permission de

l'exploitant ou du directeur, et s'il n'est accompagné d'un maître mineur.

30. Tout ouvrier qui, par insubordination ou désobéissance envers le chef des travaux, contre l'ordre établi, aura compromis la sûreté des personnes ou des choses, sera poursuivi et puni selon la gravité des circonstances, conformément à la disposition de l'article 22 du présent décret.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

31. Les contraventions aux dispositions de police ci-dessus, lors même qu'elles n'auraient pas été suivies d'accidens, seront poursuivies et jugées conformément au titre X de la loi du 21 avril 1810, sur les mines, minières et usines.

32. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'Etat, par intérim,

Signé DUC DE CADORE.

Pour ampliation :

Le Ministre de l'Intérieur, Comte de l'Empire,

Signé MONTALIVET.

Pour copie conforme :

Le Conseiller d'Etat à vie, Directeur-général des Mines,

Signé LE COMTE LAUMOND.

Articles du Code Napoléon, et du Code Pénal, qui sont cités dans le Décret impérial, du 3 janvier 1813, concernant la Police des Mines.

NOTE 1.

Art. 81. Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donneront lieu de le soupçonner, on ne pourra faire l'inhumation qu'après qu'un officier de police, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie, aura dressé procès-verbal de l'état du cadavre, et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il aura pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance, et domicile de la personne décédée.

Code Napoléon.

NOTE 2.

Art. 358. Ceux qui, sans l'autorisation préalable de l'officier public, dans le cas où elle est prescrite, auront fait inhumer un individu décédé, seront punis de six jours à deux mois d'emprisonnement, et d'une amende de seize francs à cinquante francs; sans préjudice de la poursuite des crimes dont les auteurs de ce délit pourraient être prévenus dans cette circonstance.

Code Pénal.

La même peine aura lieu contre ceux qui auront contrevenu, de quelque manière que ce soit, à la loi, et aux réglemens relatifs aux inhumations précipitées.

359. Quiconque aura recélé ou caché le cadavre d'une personne homicide ou morte des suites de coups ou blessures, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à quatre cents francs, sans préjudice de peines plus graves, s'il a participé au crime.

NOTE 3.

Art. 319. Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des réglemens, aura commis involontairement un homicide, ou en aura involontairement été la cause, sera puni d'un emprisonnement de

Idem.

trois mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à six cents francs.

320. S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups; l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, et l'amende sera de seize francs à cent francs.

Note des Rédacteurs.

Nous ajouterons ici la Circulaire que M. le Directeur-général des Mines a adressée à MM. les Préfets des départemens, en leur envoyant l'Instruction réglementaire dont il est fait mention dans le Décret impérial concernant la Police des Mines. Dans cette Instruction, que nous avons aussi insérée dans ce Numéro, à la suite de la Circulaire dont il s'agit, sont indiqués dans un cadre, qui a l'avantage de n'être pas trop étendu, tous ceux des traitemens et des moyens de secours dont la connaissance est indispensable aux personnes qui s'occupent de l'exploitation des mines, et des arts qui s'y rapportent. Cette Instruction, qui remplira complètement le but pour lequel elle a été rédigée, manquait aux exploitans et aux chefs d'usines. Celle que nous avons anciennement publiée (1), quoique bien faite, laissait cependant à désirer, en ce qu'elle n'était pas générale comme la nouvelle; son auteur, M. Macquart, n'avait eu seulement pour objet, en la composant, que de traiter de la cure des asphyxies qui ont lieu dans les mines, et des moyens de les prévenir.

(1) *Journal des Mines*, tome III, nos. 13 et 14.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES MINES.

Paris, le 17 février 1813.

CIRCULAIRE

A MM. les Préfets des départemens, relative à l'exécution du décret du 3 janvier 1813, concernant la Police des Mines.

MONSIEUR LE PRÉFET, *les nombreux accidens auxquels sont exposés les ouvriers employés aux travaux des Mines, ont fait reconnaître la nécessité d'un règlement de police qui prescrivît les mesures propres à prévenir, autant que possible, ces fâcheux événemens.*

Ce règlement fait l'objet du décret du 3 janvier dernier, inséré au Bulletin des lois (n^o. 467).

La loi du 21 avril 1810 n'avait pas fixé de délai aux exploitans actuels, pour se mettre en mesure d'obtenir la concession de leur exploitation.

Par les articles 1^{er} et 2 du titre I^{er} du règlement, il leur est accordé le délai d'un an, à dater de la publication du décret, pour former leur demande et remplir les formalités qui sont prescrites.

Je vous prie de vouloir bien donner une attention particulière à l'exécution des dispositions